



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle-Aquitaine**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
relatif aux installations situées sur la commune de Criteuil-la-Magdeleine et exploitées
par la société DISTILLERIE DU PETIT PUIITS

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 512-46-22 et R. 512-46-23 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature « loi sur l'eau » ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 février 2020 définissant les conditions d'exemption aux obligations d'intégrer un procédé de production d'énergies renouvelables ou un système de végétalisation prévues par le code de la construction et de l'habitation pour les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 1990 autorisant l'extension d'une distillerie située « Chez Drouet », commune de Criteuil-La-Magdeleine par la SARL Distillerie du Petit Puits ;

Vu le récépissé du 27 juin 1990 donné à la société Distillerie du Petit Puits pour la déclaration de l'exploitation d'un réservoir de propane à Criteuil-La-Magdeleine, lieu-dit « Chez Drouet » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 novembre 2008 fixant des prescriptions complémentaires à la SARL Distillerie du Petit Puits pour l'exploitation d'une distillerie d'alcool de bouche sur le site « Chez Drouet » commune de Criteuil-La-Magdeleine ;

Vu l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 3 avril 2013 portant sur l'extension d'un atelier de distillation d'alcool de bouche d'origine exploité par la SARL Distillerie du Petit Puits sur le site "Chez Drouet" commune de Criteuil-La-Magdeleine ;

Vu le récépissé du 17 décembre 2013 donné à la société Distillerie du Petit Puits pour la déclaration de l'exploitation d'une tour aéroréfrigérante à Criteuil-La-Magdeleine, lieu-dit « Chez Drouet » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 mai 2015 portant enregistrement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement d'un atelier de distillation d'alcools de bouche d'origine agricole et d'une installation de préparation et conditionnement de vins par la SARL Distillerie du petit puits à Criteuil-la-Magdeleine ;

Vu la preuve de dépôt de la déclaration de modification de l'installation de stockage d'alcools en date du 8 juin 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 janvier 2024 relatif aux installations situées sur la commune de Criteuil-la-Magdeleine et exploitées par la société Distillerie du Petit Puits ;

Vu le dossier déposé le 3 mai 2021 par la société Distillerie du Petit Puits portant à la connaissance du préfet un projet d'augmentation de la quantité d'eau souterraine prélevée annuellement de 750 m³ à 6 000 m³ par an ;

Vu le dossier déposé le 8 octobre 2024 par la société Distillerie du Petit Puits portant à la connaissance du préfet un projet d'augmentation de la capacité de stockage de vins par le remplacement de 2 cuves de 1000 hl par 2 cuves de 2000 hl ;

Vu le courriel du 8 septembre 2025 de la société Distillerie du Petit Puits portant à la connaissance de l'inspection un projet d'ombrière photovoltaïque sur le bassin à vinasses ;

Vu le rapport et les propositions du 14 octobre 2025 de l'inspection des installations classées, suite à l'inspection du 10 octobre 2025 ;

Vu le courriel transmis à l'exploitant le 14 octobre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 28 octobre 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, et organisant sa suppléance ;

Considérant que les projets de modification susvisés (remplacement de deux cuves de vins, augmentation de la quantité d'eau souterraine prélevée annuellement) ne constituent pas une modification substantielle de l'enregistrement au sens du II de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement ;

Considérant néanmoins que les modifications susvisées constituent une augmentation de la capacité de stockage de l'installation de préparation de vins enregistrée par l'arrêté préfectoral du 5 mai 2015 susvisé et une augmentation de la quantité d'eau souterraine prélevée annuellement, et bien que ces modifications ne soient pas de nature à entraîner d'accroissement significatif des dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu d'adapter l'enregistrement, en actualisant les volumes d'activité autorisés ;

Sur proposition de la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac ;

ARRÊTE

Article 1 - La société Distillerie du Petit Puits, SIREN n°393 415 831, dont le siège social est situé à Criteuil-la-Magdeleine, 785 rue de la distillerie, enregistrée pour l'exploitation des installations de préparation de vins et de production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole à cette même adresse, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de la préfète, les dispositions des articles suivants.

Article 2 - La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2015 modifié susvisé est modifiée et remplacée par la liste suivante :

Rubrique Alinéa	Libellé de la rubrique, critère et seuil de classement	Nature de l'installation et volume autorisé	Régime
2250	<p>Production par distillation d'alcool de bouche d'origine agricole. La capacité de production exprimée en équivalent d'alcool pur étant :</p> <p>2. Supérieure à 30 hl/j, mais inférieure ou égale à 1 300 hl/j.</p> <p><u>Nota</u> : pour les installations de distillation discontinue, le seuil prévu aux points 2 et 3 ci-dessus de 30 hl/j de capacité de production d'alcool pur est remplacé par un seuil de 50 hl de capacité totale de charge des alambics.</p>	<p>Distillerie de 10 alambics de 25 hl de capacité de charge chacun, soit 250 hl de capacité de charge totale,</p> <p>soit 150 hl/j de capacité de production théorique (*) d'alcool pur</p>	E
2251-B	<p>Préparation, conditionnement de vins</p> <p>B. Autres installations que celles visées au A, la capacité de production étant :</p> <p>1. Supérieure à 20 000 hl/j.</p>	<p>Installation de préparation et stockage de vins d'une capacité de production de 44 000 hl/an</p> <p>(volume total de cuverie à vins : 44 000 hl)</p>	E
4755-2	<p>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.</p> <p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 50 m³</p>	<p>1 chai de stockage d'alcool d'une QSP de 100 m³</p>	DC
4718-2	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>2. Pour les autres installations</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t.</p>	<p>1 réservoir de propane de 15 t</p>	DC
2921-1	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW.</p>	<p>1 tour aéroréfrigérante d'une puissance de 471 kW</p>	DC

E : enregistrement ; DC : Déclaration avec contrôle périodique

(*) production d'alcool pur théorique estimée conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 régissant l'activité de distillation sous le régime de l'enregistrement.

Article 3 - La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2015 modifié susvisé est complétée par les dispositions suivantes :

L'installation relève également des rubriques « loi sur l'eau » suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation, ouvrage, travaux ou activité	Quantité autorisée	Régime
1.1.1.0	Ouvrage de prélèvement dans les eaux souterraines	Ouvrage de prélèvement d'eau souterraine en ZRE « bassin de la Charente »	1 puits de profondeur 4 m	D
1.3.1.0	Ouvrage de prélèvement d'eau dans une ZRE	(arrêté préfectoral n°03-3757 du 02/12/2003).	Débit de prélèvement au plus de 8 m ³ /h	D

D : Déclaration

Article 4 - Les dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2008 susvisé, relatives au prélèvement d'eau, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau et Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement (Lambert 93)	Prélèvement maximal		
			Horaire	Journalier	Annuel
Eau souterraine	Calcaires, calcaires marneux et grès du sommet du Crétacé supérieur (Santonien supérieur à Maastrichtien) des bassins versants de la Charente, de la Seudre et de la Gironde en rive droite Sandre : FRFG094	X : 449 838 m y : 6 497 569 m z : 4 m	8 m ³ /h	70 m ³ /j	6 000 m ³ /an

Article 5 - Délais et voies de RECOURS-Publicité-Exécution

CHAPITRE 5.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

CHAPITRE 5.2 - PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de Criteuil-La-Magdeleine et peut y être consultée ;
- 2° un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Criteuil-La-Magdeleine pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 5.3 - EXÉCUTION

La sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Criteuil-La-Magdeleine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Distillerie du Petit Puits et dont une copie leur sera adressée.

Cognac, le 17 novembre 2025

Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète de Cognac



Nathalie CLARENC

